

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Tasnine AKBARALY, Christian ASSAF, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Mise à disposition du palais universitaire sportif Veyrassi - Convention entre
l'Université de Montpellier et la Ville de Montpellier - Saison sportive 2024-2025 -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec le mouvement sportif. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique sportive municipale au service du plus grand nombre. L'offre sportive montpelliéraine s'avère extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges et aux disciplines.

La Ville de Montpellier est sollicitée par des associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour des manifestations d'importance, pour la saison sportive 2024-2025.

L'Université de Montpellier, propriétaire du palais universitaire sportif de Veyrassi, sis aux 1142-1216, avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier (34095), accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier des créneaux relatifs au dojo, à la piste d'athlétisme et à la halle des sports du palais universitaire sportif. Ces créneaux permettent d'accueillir les associations Jita Kyoei Judo 34, Académie boxe française savate Montpellier, et Montpellier Badminton Club.

En contrepartie, la Ville de Montpellier s'engage à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis, et à verser une participation financière annuelle de 20 700 € HT. Ce montant comprend les charges de fonctionnement, de gardiennage et de nettoyage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement, ainsi que l'équipement de la salle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine public relative aux créneaux accordés à la Ville de Montpellier au palais universitaire sportif de Veyrassi par l'Université de Montpellier pour la saison sportive 2024-2025 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Jacques DOMERGUE, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2024_2025 Convention Montpellier MAIRIE.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279145-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE SALLE AMÉNAGÉE À USAGE
PROFESSIONNEL
N°**

Entre :

L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER

Établissement Public Expérimental à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé au 163 rue Auguste Broussonnet – 34 090 Montpellier

N° SIREN 130 029 796,

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe AUGÉ, Président de l'Université de Montpellier, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration du 15 décembre 2021 et domicilié en cette qualité audit siège.

Ci-après dénommée « **l'Université** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Dont le siège est situé 1 place Georges FRECHE

34 267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 21340172201787

Représentée par Monsieur Michael DELAFOSSE,
Agissant en qualité de maire de la ville

Ci-après, nommé « **l'utilisateur** »,

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

L'objet de la convention est de définir les conditions et modalités dans lesquelles l'Université de Montpellier s'engage à mettre à la disposition de l'utilisateur les installations et voies d'accès suivantes, qu'il devra restituer en état :

- Local : **DOJO, HALLE ET PISTE ATHLETISME du PALAIS UNIVERSITAIRE SPORTIF**
- Lieu : **1142-1216 AV du Pic St Loup 34095 Montpellier**
- La période d'utilisation est la suivante :

DU 02 SEPTEMBRE 2024 AU 22 JUIN 2025

(sauf semaines de vacances, jours fériés et jours d'appui du Président)

EQUIPEMENTS	ASSOCIATIONS	CRENEAUX
DOJO	JITA KYOEI JUDO 34	MERCREDI DE 18H00 A 20H00 JEUDI DE 20H00 A 22H00
PISTE ATHLETISME	ACADEMIE BOXE FRANÇAISE SAVATE MONTPELLIER	JEUDI DE 20H00 A 22H00
HALLE DES SPORTS	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	VENDREDI DE 18H00 A 22H00

- L'activité exercée sera : **JUDO, BOXE FRANÇAISE, BADMINTON**
- Les effectifs en personnes accueillies seront limités à : **DOJO 60, HALLE 518**

**Une annexe de calcul des coûts est jointe à cette convention*

**D'autres créneaux pourront être rajoutés pour des événements sportifs exceptionnelles ou des créneaux de rattrapages à la demande par mail du partenaire et selon la disponibilité des structures sportives.*

**Durant l'année et en fonction de l'organisation des compétitions universitaires et de la mise en place des examens, les créneaux attribués pourront être réquisitionnés. Le SUAPS transmettra l'information au partenaire par mail.*

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de leur infrastructure, de l'ordre public, des missions de l'Université, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

L'utilisateur prendra les installations sportives dans l'état où elles se trouvent et déclare bien les connaître.

Usera paisiblement des installations sportives mises à sa disposition suivant la destination prévue à préciser.

L'utilisateur s'interdira de sous louer ou de céder ses droits d'occupation, même temporairement à des tiers.

L'utilisateur se conformera à tous les règlements en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité qui lui seraient communiqués par les personnes compétentes du SUAPS ou en charge du campus sportif.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

En contrepartie de cette mise à disposition, l'utilisateur s'engage :

- à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis,
- à verser une participation financière annuelle H.T. de :

20 700€ HT (vingt mille sept cent euros)

Les tarifs appliqués dans la présente convention ont été approuvés par le conseil d'administration de l'Université de Montpellier. Ils correspondent :

1. Aux charges de fonctionnement,
2. Au gardiennage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,
3. Au nettoyage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,
4. À l'équipement de la salle.

Les dépenses de gardiennage et de nettoyage occasionnées par une utilisation des locaux en dehors des jours et heures de réservation et/ou d'ouverture de l'établissement ne sont pas incluses dans ce tarif et incombent à la charge exclusive de l'utilisateur.

Si l'utilisateur ne prévient pas de son absence préalablement par mail, le créneau lui sera facturé

Cette contribution pourra être payée par chèque bancaire établi au nom de l'Agent Comptable de l'UM ou par virement bancaire (demander RIB de l'agent comptable de l'UM) en fin d'année universitaire, dès le dépôt de la facture par l'UM sur le logiciel chorus.

L'utilisateur atteste ne pas utiliser de bon de commande pour le paiement

La présente convention donne lieu à la facturation de la TVA au taux en vigueur, en sus du prix indiqué en HT en vertu des articles 256 B et suivants du Code Général des Impôts C.G.I.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'utilisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition .
Une copie de l'attestation d'assurance sera jointe à la présente convention.

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le directeur de l'UFR ou son représentant et en accepter l'utilisation en l'état,

- avoir procédé avec le directeur de l'UFR, du service ou de la direction, ou son représentant à une visite des locaux utilisés et des voies d'accès à emprunter,

- avoir constaté avec le directeur de l'UFR, du service ou de la direction, ou son représentant l'emplacement du dispositif d'alarme, des extincteurs et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, l'utilisateur s'engage :

- à faire respecter l'interdiction réglementaire de fumer dans les locaux,
- à observer le règlement intérieur,
- à observer la capacité d'accueil autorisée,
- à respecter les créneaux horaires autorisés,
- à informer l'Université de toute modification des installations que l'utilisateur souhaiterait apporter.
- à ne pas utiliser la structure pour une autre utilisation que celle citée dans l'article 1
- à respecter les capacités d'accueil de chaque structure affichées
- à faire respecter le cadre légal en vigueur lié au contexte sanitaire du moment

ARTICLE 4 : INTUITU PERSONAE

Les parties déclarent que la présente convention est conclue *intuitu personae*.

En conséquence, les parties s'interdisent de céder les droits ou les obligations de la présente convention.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour la période mentionnée à l'article 1. Elle prend fin automatiquement à l'expiration de cette période. Elle peut toutefois être dénoncée :

Par l'utilisateur :

- pour cas de force majeure, dûment justifié et signifié au Président de l'UM par lettre recommandée, un mois avant le début de la période d'utilisation ;
- **au-delà de cette date, l'Université de Montpellier appliquera des frais d'annulation d'un maximum de 25 % de la somme due au titre des actes de gestion et de dédommagements.**

Par le Président de l'Université de Montpellier :

- à tout moment, pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ou à l'ordre public ou si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention

ARTICLE 6 – Loi applicable – Litiges

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.

En cas de différend relatif à son interprétation, ou à son exécution, les Parties s'obligent, préalablement à tout recours juridictionnel, à mettre en œuvre leurs meilleurs efforts afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord persistant, les tribunaux français compétents seront saisis.

Fait à Montpellier, en trois exemplaires, le

Le Président de l'Université de Montpellier

Le Maire de la ville

Philippe AUGÉ

Michael DELAFOSSE